
Dialogues avec Boumediène

Paul Balta

Le soulèvement d'octobre 1988, la montée de la vague islamiste, l'assassinat de Mohamed Boudiaf, la guerre civile larvée qui tétanise l'Algérie ne peuvent que m'inquiéter en tant que Français et Méditerranéen. Néanmoins, cette situation m'interpelle plus particulièrement en raison des fonctions que j'ai assumées dans ce pays en tant que correspondant du journal *Le Monde*, de 1973 à 1978. J'ai sillonné en tous les sens ce territoire de même que celui des pays voisins, de la Libye à la Mauritanie; je me suis entretenu longuement avec tous les chefs d'Etat (50 heures de tête à tête avec Houari Boumediène!), avec les responsables, les opposants, l'homme de la rue. A mon retour en France, j'ai été nommé chef de la rubrique Maghreb mais j'ai également continué à "couvrir" le Proche-Orient dont j'étais au départ spécialiste.

Avant même qu'on me pose des questions, je m'étais interrogé: à l'époque, la dérive algérienne (périodiquement annoncée par les anciens partisans de l'OAS) était-elle prévisible? Ai-je ignoré des faits, majeurs ou non, qui ont pu contribuer à l'avènement de la situation qui prévaut actuellement? Comme il est toujours facile de récrire l'histoire et de dire, après coup, "je l'avais prévu", j'ai passé en revue tous mes articles et j'ai consulté mes carnets de notes. J'ai été étonné, par exemple, de constater que j'avais parlé, en diverses circonstances, des islamistes (j'y reviendrai) mais je ne m'en souvenais plus; il est vrai qu'ils représentaient alors un courant intellectuel plutôt marginal.

A mon arrivée, les seuls souvenirs vécus que j'avais de l'Afrique du Nord, comme on disait avant l'indépendance, en 1962, remontaient à un voyage de six semaines que j'avais fait en voiture d'Alexandrie à Paris,

en août-septembre 1964. Natif d'Égypte — premier État-nation du monde — une évidence s'est rapidement imposée à moi: les grandes dynasties musulmanes (Aghlabides, Fatimides, Zirides, etc, d'une part, Almoravides, Almohades, Mérinides, etc, d'autre part) ont fleuri en Ifrikiya (Tunisie/Tripolitaine) et au Maroc; le Maghreb central qui correspond, agrandi par la colonisation française, à l'Algérie contemporaine a été moins bien loti (Rostémides de Tahert, Hammadites) de sorte que le pouvoir central, quand il a existé, a toujours été moins fort que les puissances tribales. Ces réalités historiques de même que le rôle joué par les schismes kharéjite et chiite après la conquête arabe m'ont aidé à comprendre bien des phénomènes qui ont marqué l'Algérie depuis 1962.¹

J'ai fait la connaissance du président Boumediène à la veille du IV^e "sommet" des non alignés à l'occasion d'une interview (*Le Monde* du 5 septembre 1973). La presse française le présentait généralement comme un "moins soldat", austère et rugueux. J'ai découvert qu'il n'était pas que cela; il avait la passion de l'État (sans doute parce que ce dernier avait été inexistant ou défaillant, sauf peut-être sous Abdel-Kader), une vision du monde et était capable d'humour. J'ai noté aussi que c'était un lecteur assidu et vigilant du *Monde*; il avait en particulier remarqué une série d'articles, "*les études arabes en France*"², dont j'avais repris l'essentiel dans *La politique arabe de la France*³, qu'il avait lu.

On m'avait expliqué qu'il accordait ses interviews officielles dans "la langue nationale". Je lui avais dit que cela ne me dérangeait pas, mais que j'avais appris au Collège Saint Marc, un arabe classique, un peu archaïque, qui ignorait superbement le vocabulaire économique. Il commenta: "*Hélas, hélas, et depuis, ça n'a pas changé dans le monde arabe*". Il ajouta qu'il appréciait mes écrits: "*Vous faites comprendre le monde arabe de l'intérieur; vous formulez souvent des critiques mais sans ironiser et sans dénigrer.*" Puis, après un silence: "*Vous avez beaucoup fait pour la culture arabe et pour notre dignité. Nous avons commencé cet entretien en français, nous continuerons donc en français*". Et il en fut ainsi par la suite. Cela ne manquait pas de panache.

Depuis la victoire du Front islamique du salut aux élections municipales et régionales de juin 1990, j'ai vu se multiplier les analyses sur les erreurs du "parti-État FLN" depuis 1962 et sur le "FIS, fils du FLN". Elles ne manquent pas de pertinence mais je déplore leur caractère globalisant. La réalité est bien plus complexe. En effet, la fatalité islamiste n'était pas inscrite inéluctablement dans la gestion de l'État; il y avait des différences fondamentales entre les projets de Ben Bella, de Boumediène et de Chadli Bendjedid. La politique de Boumediène comportait nombre de finalités louables mais a été prise au piège, me semble-t-il, de l'histoire et de certaines contradictions. Je me bornerai à quelques exemples.

Boumediène qui a souvent répété "*le FLN est un corps sans âme*"⁴ a apporté un acharnement jacobin à "*construire l'État*". J'ai eu le sentiment qu'il voulait, en quelque sorte, prendre une revanche sur l'histoire, faire de la République algérienne la "dynastie prestigieuse" qu'elle n'avait pas été dans le passé, la grande puissance maghrébine du XXI^e siècle. Il lui a fait jouer sur la scène internationale un rôle qu'elle n'avait pas eu auparavant et qu'elle n'a pas retrouvé après sa mort, en 1978.

Problème d'hommes ou de structures? Il avait fait élire les Assemblées populaires communales début 1967 (celles de wilayas en 1969); l'Assemblée populaire nationale a dû attendre le 25 février 1977, dix ans! Je l'avais interrogé sur les causes de cette attente. A chaque fois, la même réponse: "*La société n'est pas mûre. Il ne faudrait pas que cette assemblée devienne la vitrine de nos contradictions et de nos régionalismes*". Aujourd'hui, l'Algérie n'a jamais été aussi proche de l'implosion. Était-ce prévisible il y a vingt ans?

Autre problème: l'arabisation. Après 132 ans de présence française, elle était naturelle et légitime. Toutefois, la façon dont elle a été réalisée soulevait bien des interrogations. Ce sont des thèmes auxquels j'ai consacré plusieurs articles dont le premier a paru dans *Le Monde* du 24 janvier 1974.

Boumediène et son équipe avaient, bon an mal an, consacré 30 % du budget de l'État à l'Éducation nationale et effectué une scolarisation intensive. Celle-ci avait eu un effet immédiat qui avait impressionné tout le monde: le nombre des écoliers algériens — un million à l'époque — était dix fois plus important que dans l'Algérie française. En revanche, les conséquences de l'arabisation ont été plus longues à être perçues.

Boumediène voulait faire de l'arabe "*la langue du fer et de l'acier*"⁵ et Mostefa Lacheraf, ministre de l'Éducation entendait rénover et moderniser la pédagogie⁶. Toutefois, la grande majorité des enseignants venait du Proche Orient; ils étaient généralement monolingues et peu cultivés. La plupart des Égyptiens et beaucoup de Syriens étaient aussi des Frères musulmans. Je m'en étais aperçu en bavardant avec ceux que je rencontrais dans la rue; une enquête plus approfondie me l'avait confirmé. J'en avais fait part au chef de l'État en lui demandant s'il n'éprouvait pas des craintes pour l'avenir face à cette idéologie opposée à celle véhiculée par le discours officiel et, à partir de 1976, par la Charte nationale. Il avait marqué quelque agacement et clos le sujet par un "*je sais mais je n'avais pas le choix: il fallait arabiser*".

Les Kabyles furent les premiers à prendre conscience que scolarisation devenait synonyme d'arabisation au détriment de la langue et de la culture berbères, et ce du vivant de Boumediène. Ce dernier soulignait, à l'inverse, l'importance de la scolarisation pour les filles. Comme je m'étonnais un jour qu'il ait mis sous le boisseau les héroïnes de la guerre de libération, il m'avait répondu qu'elles avaient été en

avance sur les mœurs et la société et que *"la vraie révolution ce sera les dizaines de milliers d'adolescentes qui entreront à l'Université."* Argument séduisant et pertinent mais, jusqu'à sa mort, il a hésité à faire rédiger un Code de la famille: celui adopté sous le régime de Chadli bafouait les principes fondamentaux de la Constitution proclamant l'égalité de l'homme et de la femme et était bien en retrait par rapport au Statut personnel tunisien promulgué par Habib Bourguiba dès.... 1957!

Le chef du courant fondamentaliste francophone était Malek Bennabi qui avait inventé le concept de "coloniabilité". Le titre d'un de ses livres, *Les conditions de la renaissance*, résumait son projet; il avait d'ailleurs écrit sur sa porte: *"Nul n'entre ici s'il n'est ingénieur"*. Il est mort en 1973. Il y avait aussi les courants arabisants de Cheikh Sahnoun et Abdelatif Soltani, l'Association Al Qiyâm (les valeurs) dissoute en 1970; un an plus tard, le gouvernement avait créé, pour faire contrepoids, la revue Al Açala (L'authenticité).

Les Ansars al Choura, les Défenseurs de la consultation, glissaient de temps à autre un tract dans ma boîte aux lettres. Ils avaient vivement réagi au discours prononcé par Boumediène au 2ème "sommet" de l'organisation de la conférence islamique, à Lahore, en février 1974. *"Les expériences humaines, avait-il déclaré, dans nombre de régions du monde, ont démontré que les liens spirituels, qu'ils soient islamiques ou chrétiens, n'ont pu résister devant les coups de butoir de la pauvreté et de l'ignorance, pour la simple raison que les hommes ne veulent pas aller au paradis le ventre creux. C'est là le fond du problème. Un peuple qui a faim n'a pas besoin d'écouter les versets. Je le dis avec toute la considération que j'ai pour le Coran que j'ai appris à l'âge de dix ans. Les peuples qui ont faim ont besoin de pain, les peuples ignorants de savoir, les peuples malades d'hôpitaux"*⁷.

Riposte: *"Les principes de l'islam sont sérieusement piétinés... Nous constatons une baisse de la moralité publique, la dégradation des mœurs, la corruption, le gaspillage, l'alcoolisme". Le tract réclamait aussi une "constituante élue... qui ne soit pas en contradiction avec les enseignements de l'islam"*. Je l'avais signalé dans une série de deux articles du *Monde*, "Le Tournant socialiste en Algérie", fin 1974.⁸

Cela dit, ces associations plus ou moins clandestines me paraissaient nettement moins bien structurées que le Mouvement de la tendance islamique, en Tunisie; leur doctrine, moins élaborée, était assez sommaire. En 1979, en rentrant de Téhéran où j'avais couvert pendant plus de six mois la révolution iranienne, le journal m'avait envoyé en reportage au Maghreb; je dois dire que l'onde de choc de la victoire de Khomeiny et de l'intégrisme des mollahs m'avait paru plus visible et plus nette en Tunisie et au Maroc, voire en Mauritanie, qu'en Algérie⁹.

Le premier coup d'éclat des islamistes (à part quelques poteaux électriques sciés autour d'Alger, en 1976) a eu lieu en 1982, lorsque plusieurs milliers de personnes, à l'heure de la prière à l'Université

d'Alger, ont adopté un "Bayân", Manifeste, en 14 points, condamnant l'attitude anti-islamique du régime. Puis, en août 1985, après l'attaque d'une gendarmerie, Ben Bouyali avait pris le maquis; il avait été tué en janvier 1987.

La corruption est, indéniablement, une des principales causes du rejet du système FLN et du succès des islamistes en 1990/91. Qu'en était-il dans les années 70? Boumediène vivait très simplement (il avait apporté un peu plus de soin dans le choix de ses costumes et de ses cravates après son mariage avec Anissa, en 1973), et personne ne mettait en doute son intégrité. Néanmoins, il avait fermé les yeux sur les "affaires" réalisées par certains de ses ministres et les commissions touchées par quelques militaires et des responsables de sociétés nationales. En outre, des "prêts" avaient été accordés à des "figures historiques" du FLN ou à des membres du Conseil de la révolution pour qu'ils "fassent des affaires" et renoncent à la politique; s'ils s'avisait de changer d'idée on leur demandait de rembourser... et ils revenaient à leurs fructueuses opérations!

Les cas dont nous avons pu avoir connaissance à l'époque (et l'on pouvait faire confiance aux "pays frères" voisins plus qu'aux opposants algériens pour nous mettre sur la piste) n'étaient cependant en rien comparables à ceux qui existaient en Tunisie et au Maroc. Toutefois, la perception populaire n'était pas la même en Algérie pour des raisons qui tenaient à l'histoire, à l'idéologie proclamée du FLN et aux discours de Boumediène. Un cadre moyen du ministère de l'Information m'en avait donné la clé: *"A l'indépendance, nous étions tous égaux dans la pauvreté. Les colons avaient réduit nos bourgeois à peu de chose. Comment aujourd'hui, tel ministre originaire comme moi de Tébessa, qui n'a pas fait plus d'étude et n'a pas été plus héroïque que moi au maquis, est-il propriétaire d'une villa à Alger et d'une autre là-bas, chez nous?"*

Dans un article publié moins d'un an après mon arrivée, je relève trois intertitres éloquentes: "*chômage*", "*délinquance*", "*défaillance du FLN*"¹⁰. Néanmoins, les Algériens, frondeurs en parole et en privé, ne manifestaient guère dans les rues; c'est en Tunisie et au Maroc qu'avaient lieu des jacqueries et des émeutes urbaines. Le fait est aussi que c'est sous le régime de Chadli Bendjedid que le phénomène de la corruption a pris une ampleur sans précédent et a été rendu encore plus insupportable par la crise économique et un endettement record à partir de 1985-86. En janvier 1984, lors de "la révolte du pain" en Tunisie et des "émeutes de la vie chère" au Maroc, les journalistes s'étaient posé la question: à quand le tour de l'Algérie? La réponse est venue le 5 octobre 1988, dix ans après la mort de Boumediène.

Autre élément, à mes yeux très important, qui a pesé lourd dans l'héritage: la démographie. C'est un thème que j'avais abordé à plusieurs reprises, en vain, dans mes entretiens avec Boumediène après qu'il eut

réagi avec humeur aux articles du *Monde* sur le sujet. Le Dr Taleb Ibrahimi m'avait d'ailleurs raconté que, dès 1966, alors qu'il était ministre de l'Education, il avait fait une intervention très argumentée devant le Conseil de la Révolution et le Conseil des ministres, en faveur d'une politique de contrôle des naissances: "*Il y a eu un silence de mort. Craignant de n'avoir pas été clair, j'ai recommencé sous une autre forme... Rien! On est passé à un autre sujet. Ce jour-là j'ai compris ce que c'est que d'être seul*"¹¹.

Entre 1962 et 1992, la population algérienne est passée de 10 à 26 millions d'habitants. Comparant l'évolution du peuplement en Algérie et en France depuis 1830, Boumediène estimait que son pays était sous-peuplé. Il ne voulait pas admettre que le doublement de la population en 20 ans ou en 150 ans n'avait pas les mêmes effets sur l'économie et il soulignait que la solution était dans le développement.

Je lui avais cité les discours de Gamal Abdel Nasser qu'il estimait même s'il lui reprochait la défaite de 1967 face à Israël; le président égyptien avait, en effet, tenu les mêmes raisonnements concernant l'Égypte avant d'admettre que la contraception concernait l'Etat car la démographie galopante grignotait inexorablement les acquis du développement¹².

Il n'avait pas fait de commentaire. Toutefois, en juillet 1978, alors que je m'apprêtais à quitter Alger pour Paris puis Téhéran, il envisageait l'organisation d'un Congrès du FLN qui devra, m'avait-il dit: "*Tenir compte des erreurs et opérer de nombreuses transformations*". Il semblait avoir pris conscience, entre autres, de l'enjeu démographique. C'était trop tard¹³.

Paul Balta

¹ Paul Balta, *Le grand Maghreb, des indépendances à l'an 2000*, La Découverte, Paris 1990.

² *Le Monde*, 1,2, 3 avril et 29-30 juillet 1973.

³ Paul Balta, Claudine Rulleau, *La politique arabe de la France*, Sindbad, Paris 1973.

⁴ Paul Balta, Claudine Rulleau, *La stratégie de Boumediène*, Sindbad, Paris 1978

⁵ Ibidem

⁶ *Le Monde de l'Education*, décembre 1977

⁷ *La stratégie de Boumediène*, op. cit.

⁸ I - "la guérilla de la Bourgeoisie", II - "Une nouvelle stratégie", *Le Monde*, 28 et 29-30 décembre 1974.

⁹ Paul Balta, "Le Maroc entre deux feux," *Le Monde* - 18 au 21 avril 1979.

¹⁰ "L'Est algérien à l'heure du "boom" industriel", I - "les grands complexes"; II - "les retombées sociologiques", *Le Monde*, 19-20 avril 1974.

¹¹ Notes personnelles de l'auteur

¹² Paul Balta, Claudine Rulleau, *La vision nassérienne*, Sindbad, Paris 1982; y figurent les passages consacrés à la contraception, extraits de six discours prononcés entre octobre 1959 et juillet 1966.

¹³ Sur la presse et la démocratie, voir Paul Balta, "Etre journaliste en Algérie dans les années 70", colloque Med-News, Marseille, 9-12 mars 1994, à paraître dans *Méditerranéens*, Paris.